



## **Nouvelle stratégie de la Confédération pour consolider l'économie extérieure**

Dans sa stratégie de commerce extérieure revue de fond en comble, la Confédération réaffirme ses objectifs principaux et place de nouveaux accents. La nouvelle stratégie prend en considération les bouleversements géopolitiques, la mondialisation de l'économie et le changement climatique. La montée du protectionnisme sera probablement le plus grand défi, et ce dans presque tous les pays. economiesuisse salue en particulier l'importance accrue donnée au développement durable dans la politique économique extérieure de la Suisse. La Confédération s'engagera en faveur de développements sociaux et écologiques meilleurs au niveau multilatéral. La coopération sur ces questions doit également être renforcée au niveau bilatéral.

La stratégie d'économie extérieure de la Confédération, remaniée en profondeur, poursuit les principaux objectifs stratégiques actuels. Elle souligne à juste titre l'importance prépondérante du marché intérieur de l'UE pour la Suisse, avec 59% environ des échanges de biens et services. De même, la focalisation sur les marchés américain, britannique et chinois reflète les besoins de l'économie exportatrice. L'analyse du potentiel, proposée dans la nouvelle stratégie, montre également que ces quatre marchés affichent le plus grand potentiel à l'avenir.

La stratégie de la Confédération entend mieux accorder la politique intérieure aux intérêts de l'économie extérieure suisse. economiesuisse soutient pleinement cette position au vu de la situation actuelle avec le blocage de la politique européenne pour des raisons de politique intérieure, la volonté d'introduire une autorité de contrôle des investissements et de la décision malencontreuse du

Parlement de poursuivre l'arrêté sur l'économie sucrière. Lors de la mise en œuvre des objectifs stratégiques, il sera décisif de donner plus de poids aux intérêts stratégiques de l'économie extérieure suisse dans le débat de politique intérieure.

## **NOUVEAUX THÈMES: TENSIONS GÉOPOLITIQUES, COMMERCE NUMÉRIQUE ET TRANSPARENCE ACCRUE A L'ECHELLE NATIONALE**

La stratégie économique extérieure de la Confédération prend très clairement position sur les tensions géopolitiques croissantes entre les États-Unis et la Chine. La Suisse n'a pas de base légale pour une politique de sanctions avec des interventions discriminatoires dans les domaines du commerce et des investissements directs. *economiesuisse* soutient cette position. À long terme, on obtient davantage d'améliorations par une politique étrangère axée sur le dialogue que par l'usage de la force (économique ou militaire), insuffisante en Suisse. D'une manière générale, il faut s'attendre à ce que les mesures protectionnistes se multiplient à l'échelle mondiale. C'est sans doute le plus grand défi pour la Suisse, dans la mesure où l'Organisation mondiale du commerce (OMC), bloquée depuis des années, n'a pas encore réussi à briser la lame de fond protectionniste.

Le commerce numérique est également un thème nouveau et important. Des travaux importants ont été menés au sein de l'Association européenne de libre-échange (AELE) pour préparer un chapitre-type sur ce thème en vue des futurs accords de libre-échange.

En outre, la nouvelle stratégie de la Confédération tient pleinement compte de l'importance du thème «commerce et durabilité». Elle mentionne explicitement les conventions d'objectifs applicables à l'échelle mondiale, comme les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. L'amélioration de la durabilité économique, sociale et environnementale doit être poursuivie avec les organisations internationales et les instruments multilatéraux. La Suisse continuera de s'engager pleinement dans ce sens. La politique économique extérieure de la Suisse devra aussi apporter sa contribution.

Dans son rapport, la Confédération s'engage encore à accroître la transparence et à intégrer davantage les parties prenantes dans la politique économique extérieure. Cette démarche mérite d'être soutenue, mais implique aussi des exigences pour les parties prenantes. Avec l'accroissement de la transparence, les affirmations non fondées sur des faits ne tiendront plus dans la discussion politique sur la politique économique extérieure.